

ATS, 27 juin 2011

Vote des étrangers

Vaud pourrait devenir un canton pionnier

Votations : les Vaudois diront le 4 septembre s'ils acceptent d'accorder le droit de vote et d'éligibilité aux étrangers au niveau cantonal.



© Jean-Bernard Sieber-ARC | L'initiative «Vivre et voter ici» a été déposée le 10 janvier 2010 (photo). Elle est soumise au vote des Vaudoises et des Vaudois le 4 septembre 2011.

Un comité réunissant les partis de gauche et des associations a lancé lundi une campagne qui pourrait faire de Vaud un canton pionnier en accordant au niveau cantonal le droit de vote et le droit d'éligibilité aux étrangers.

Neuchâtel et Jura accordent déjà le droit de vote aux étrangers au plan cantonal, mais en cas de oui le 4 septembre, Vaud serait le premier canton à octroyer aussi le droit d'éligibilité. Un étranger pourrait ainsi être élu au Conseil d'Etat, au Grand Conseil et même au Conseil des Etats, ce scrutin relevant du droit cantonal.

Laboratoire

«Le canton de Vaud pourrait servir de laboratoire pour le reste de la Suisse», a déclaré la conseillère nationale socialiste Ada Marra. Car la Suisse romande est plus à la pointe que la Suisse alémanique en matière d'élargissement des droits politiques.

Pour les initiants, il faut dissocier le droit de vote, qui relève de la citoyenneté et est lié au domicile, de la nationalité, «qui est quelque chose de plus complet, une sorte d'acte de foi», a expliqué Michele Scala, co-président du comité d'initiative.

Tout à y gagner

Les étrangers jouissent du droit de vote et d'éligibilité communal dans le canton de Vaud depuis 2003. «Cela n'a pas amené de révolution de palais», a relevé Yves Christen, ancien président des radicaux vaudois qui soutient la démarche à titre personnel. «On a tout à y gagner humainement, mais aussi économiquement», a ajouté le Veveysan, ancien président du Conseil national.

L'initiative «Vivre et voter ici» a recueilli 14'400 signatures, un beau succès malgré le contexte tendu de la politique migratoire, a ajouté le député écologiste Raphaël Mahaim, co-président du comité.

David contre Goliath

Les initiants disposent d'un modeste budget de campagne, de l'ordre de 20 à 25'000 francs. «Ce sera vraisemblablement David contre Goliath», a expliqué M. Mahaim. «Mais nous avons constitué un très large comité de soutien, qui va encore s'étoffer», a-t-il dit.

Le 12 août, une soirée avec musique, film et témoignages lancera véritablement la campagne. Celle-ci s'annonce courte, concentrée sur les deux ou trois semaines qui précéderont le scrutin.